

ALGER

Alger républicain

Extract of Alger républicain

<http://www.alger-republicain.com/Bielorussie-analyses-de-partis.html>

Biélorussie : analyses de partis communistes pour comprendre ce qu'il s'y passe

- Actualité politique internationale -

Publication date: samedi 5 septembre 2020

Copyright © Alger républicain - Tous droits réservés

Les Etats impérialistes occidentaux - USA et Union européenne - n'entendent pas mettre fin à leurs pressions pour faire tomber l'Etat biélorusse sous leur contrôle par l'intermédiaire des divers groupes qu'ils manipulent sous l'enseigne de la démocratie et des droits de l'Homme.

Leurs manœuvres s'inscrivent dans leur politique d'ingérence permanente pour la domination absolue sur le monde. Une telle politique conduit à une escalade ininterrompue dans l'agressivité économique et politique contre les puissances rivales qui veulent elles aussi avoir leur part du gâteau dans le repartage du monde, Russie, Chine.

Cette politique implique l'exploitation de n'importe quel prétexte pour justifier leurs assauts contre les chefs d'Etat coupables d'indocilité même s'ils sont des partisans du capitalisme.

Le cas de la Biélorussie est très parlant. Le président Loukatchenko n'a rien d'un révolutionnaire. Mais son crime est de maintenir son pays dans des rapports pacifiques avec son voisin russe en s'opposant de façon catégorique aux intrigues coordonnées des USA et de l'Union européenne pour enrôler la Biélorussie dans la stratégie d'encercllement de la Russie poursuivie par l'OTAN et ses Etats satellites.

En se présentant à un 5e mandat qui l'apparente à un monarque à vie, Loukatchenko a servi sur un plateau d'argent le prétexte idéal pour déclencher la campagne internationale de soutien à ses opposants politiques sous l'apparence de la condamnation de la violation du principe de « l'alternance » considérée comme une option de « pur bon sens » démocratique.

Proclamés « démocrates », ces opposants sont notoirement inféodés aux puissances impérialistes occidentales. Lesquelles cherchent à les placer à la tête de ce pays, pour boucler la ceinture de missiles nucléaires dans laquelle l'OTAN enserme la Russie depuis la destruction de l'URSS par Gorbatchev-Eltine. La Russie est maintenant un Etat capitaliste-impérialiste. Mais la disparition de l'URSS demeurera pour les USA, la France, l'Angleterre, l'Allemagne une victoire inachevée tant qu'ils n'auront pas réussi à éliminer un rival doté d'un potentiel nucléaire dissuasif et qu'ils n'auront pas mis la main sur ses immenses richesses naturelles et ses capacités technologiques incontestables.

Frauduleux ou pas, les résultats de l'élection présidentielle du 9 août dernier devaient être contestés. Le plan de « délégitimation » des résultats du scrutin était prêt bien avant le déroulement du scrutin. Le signal en a été donné par la décision du Bureau des institutions démocratiques et des droits de l'Homme de l'OSCE de décliner l'invitation des autorités biélorusses à participer au contrôle de l'élection. Il était impératif de faire passer leurs marionnettes à la tête d'un pays qui occupe une situation géopolitique aussi stratégique dans l'échiquier impérialiste international.

Selon les données officielles, Loukachenko a donc été réélu à plus de 80% des voix exprimées.

Pour comprendre les vrais enjeux que les Etats occidentaux camouflent soigneusement sous la phrase démocratique habituelle, il est utile de prendre connaissance des analyses d'un certain nombre d'organisations ou de journaux communistes d'Europe et de Russie.

Pour plus de données sur la situation dans ce pays, quelques partis communistes ou organisations apparentées et une institution d'étude d'opinion publique basée à Minsk se sont prononcés sur ces événements ou ont exprimé leurs vues.

Quoi qu'on puisse penser du Parti Communiste de Belarus, il soutient Loukatchenko et avait mobilisé toutes ses structures pour son succès. Il a communiqué les résultats préliminaires des élections annoncées par la Commission

Electoral Central (CEC) comme suit :

- Le président sortant Loukatchenko (soutenu par le PCB) obtient 80,23% des voix.
- Svetlana Tikhanovskaya (droite libérale pro-UE soutenue par l'opposition) obtient 9,9% des voix.
- Anna Kanopatskaya (droite libérale pro-UE) obtient 1,68% des voix.
- Sergei Cherechnya (social-démocrate) obtient 1,13% des voix.
- Andrei Dmitriev (droite libérale pro-UE) obtient 1,04% des voix.
- 6,02% des électeurs (es) ont rejeté toutes les candidatures.

Aussitôt, l'opposition de droite a déclaré ne pas reconnaître ces résultats qu'elle qualifie de « frauduleux ». Des manifestations de rues s'en sont suivies pendant plusieurs jours, principalement à Minsk, la capitale. La principale candidate de la droite s'est réfugiée en Lituanie, pays balte, un des principaux soutiens de la contestation. Le régime de ce pays soutenu par toutes les forces fascistes se distingue par une hostilité déclarée contre tout ce qui est russe. Il avait exhorté les 27 pays constituant l'UE à rejeter les résultats de la présidentielle. Un sommet extraordinaire s'est réuni à cet effet par visioconférence. Et comme attendu, le conseil de l'UE affirme ne pas reconnaître les résultats de ces élections. Il envisage même de prendre des sanctions contre un nombre « substantiel » de dirigeants du régime responsables « de violences, de répressions et de fraudes électorales ».

En réaction, le président biélorusse a déclaré qu'il ne céderait pas au chantage à une ingérence étrangère. Il a ordonné au gouvernement d'empêcher les troubles et de renforcer les frontières.

Alger Républicain

Voilà quelques extraits :

1- Site web de Réveil Communiste

Quelques informations sur l'ingérence des oligarques russes et d'institutions occidentales en Biélorussie (obtenues via un sociologue de cet institut à Minsk) à prendre comme élément indicatif.

En ce moment (nous étions le 16 août) suite à l'appel à manifester du PCB (ndlr), se tient une manifestation de soutien au gouvernement de Loukachenko. De son issue, dépendra la capacité des autorités et ce qu'ils tirent comme conclusion pour mobiliser leurs partisans afin de riposter.

Le patron de la société russe URAL Firm Mazepin a tenté depuis plusieurs années la reprise de l'entreprise publique Soligorsk dont la valeur est estimée pour environ 150 Milliards, ce que les autorités de Minsk refusent systématiquement. Beaucoup d'argent est mis dans la corruption de hauts fonctionnaires biélorusses prêts à changer de camp contre le président pour assurer la privatisation du pays.

Une collusion s'est établie entre oligarques russes et occidentaux pour dépecer le pays sur la base fifty-fifty. Même Gazprom (dont des oligarques privés sont actionnaires en son sein) participe également à ce jeu. Les manifestations provoquées par l'opposition sont une bénédiction pour ces oligarques pour pousser Loukachenko dans les bras de Poutine où ces derniers ont une influence pour pouvoir obtenir satisfaction.

Le KGB biélorusse estime qu'au cours des quatre dernières années, 1,8 Milliards provenant de diverses sources, occidentales et russes, ont été investis au Belarus pour financer les forces d'opposition et les hauts fonctionnaires prêts à privatiser l'économie du pays. C'est ainsi qu'une couche de fonctionnaires corrompue s'est créée à Minsk, qui a plus intérêt à la privatisation que de garder leurs postes dans le gouvernement.

Un clan anglo-saxon constitué de plusieurs représentants du gouvernement à leur tête l'actuel ministre des affaires étrangères qui a des liens étroits avec le Royaume-Uni agit. Poutine l'a signalé à Loukachenko qui l'a ignoré et refuse de se séparer de son équipe. Il y a en fait deux clans, le clan pro-occidental d'un côté et un clan pro-russe et pro-indépendance de l'autre, créant ainsi une sorte d'équilibre entre l'Est et l'Ouest.

Il y a des indices qui laissent penser que la brutalité de la répression contre les manifestants est due aux officiers supérieurs (des services de sécurité ?) liés à l'oligarchie pro-russe pour verser de l'huile sur le feu et forcer ainsi Loukachenko à revenir sur sa politique menée jusque-là et rester sous la férule de la Russie de Poutine.

Les excuses présentées suite aux dépassements dans le "maintien de l'ordre" contre des personnes qui manifestaient pacifiquement sont utilisées par les pro-oligarques au sein du KGB pour reprocher à Loukachenko de les avoir lâchés et de ne pas avoir couvert leurs actes. Il n'est pas exclu que les plus "durs" parmi eux ne se lancent dans un coup d'Etat pro-russe, en fait pro-oligarchique. Le KGB est divisé de l'intérieur et Loukachenko doit faire le ménage dans ces services et ceux du gouvernement pour se maintenir.

Les enquêtes menées par ce centre de recherche donnent aujourd'hui environ 45% des habitants de Minsk (résidents : 2 millions) favorables à l'opposition, le reste plutôt fidèle à Loukachenko. Les opposants ont moins d'appui en province (7,5 millions d'habitants) où les manifestations sont à un niveau groupusculaire même si à partir des villes de Brest, Grodno ou Zhodino, on constate des tentatives de pénétration de manifestants plus au moins d'origine biélorusse à partir de la frontière avec la Pologne.

L'ambassade britannique à Varsovie joue un rôle central dans la manipulation des mécontents pro-drapeaux blanc rouge blanc « lituaniens ».

A Moscou dans l'entourage du Kremlin, on semble vouloir pousser vers le pouvoir Victor Loukachenko, le fils du président qui entretient des liens très étroits avec la Russie.

Bref à Moscou même, il faut démêler ce qui vient des oligarques, des ministères économiques étiquetés russes pro-occidentaux, du « centrisme » de Poutine et de « l'aile anti-occidentale patriotique du pouvoir ».

A l'Ouest, il y a les « modérés », Merkel entre autres, qui cherche à sauver la politique « indépendante » de Loukachenko et les radicaux représentés par la City de Londres qui poussent à une révocoleur inspirée par l'occident (Révolution colorée).

En tout cas, des contacts sont menés entre les principales entreprises privées russes et occidentales malgré leurs divergences pour faire plus de pression sur le pays afin qu'il s'ouvre à la privatisation et éventuellement se partager les butins les plus rentables.

Il ne faut pas oublier qu'en dehors de sa position stratégique, le Belarus dispose d'un grand nombre d'unités industrielles avec un niveau de haute qualité technique et de rentabilité, raffineries, cosmonautique, industries de l'armement, hyper cybernétique, etc ... et une prospérité financière qui attirent la convoitise à l'Est, à l'Ouest et même en Chine.

2 -Conseil central du Parti Communiste Biélorusse (14/08/2020)

« Le 9 Août 2020, le peuple biélorusse a exprimé son soutien sans réserve suite à la forte croissance connue par le pays sous la direction d'Alexander Loukachenko. Sa victoire inconditionnelle aux élections présidentielles est la

conséquence naturelle du développement social et économique régulier de la République, renforçant sa position sur la scène internationale.

Par rapport aux premières années après l'effondrement de l'Union Soviétique où les oligarques et les "nationalistes des cavernes" ont investi l'Etat, à présent les revenus des citoyens ont considérablement augmenté. L'énergie, les transports, la construction mécanique, l'agriculture, la culture et les sports se développent à un rythme continu. L'industrie informatisée moderne progresse rapidement. Le 22 Juillet 2012, la Biélorussie est devenue une puissance spatiale : pour la première fois, un engin a été lancé dans l'espace depuis le cosmodrome de Baïkonor, ce qui a permis de créer un système indépendant de géolocalisation de la Terre.

Le renforcement des liens politiques, socio-économiques, scientifiques et culturels entre le Belarus et les Etats membres de la CEI se poursuit. C'est cette unité de peuples fraternels, dont le président Loukachenko a été le porte-étendard pendant toutes ces années, qui suscite la haine féroce de l'Occident.

Et hier, des provocations sans précédent se déroulent dans un pays stable, convivial et ouvert, des explosions retentissent, des pierres sont lancés sur les défenseurs de l'ordre public, les entreprises industrielles sont arrêtées. Les forces destructrices aggravent habilement la situation en utilisant les réseaux sociaux de l'internet mondial. Le travail subversif est effectué par des instigateurs spécialement formés : des fascistes purs et durs aux criminels invétérés. Leurs entreprises ignobles comme d'habitude sont exécutées par les mains d'une jeunesse incroyable.

De telles « manifestations » ne sont pas nouvelles dans les pays post-soviétiques. De toute évidence, les "marionnettistes" étrangers visent à effectuer un coup d'Etat maintenant en Biélorussie. Il est clair que s'ils arrivent à le faire, le pays sera confronté à un chaos sanglant, à une dégradation de la situation qui se terminera par un effondrement total.

Nous les communistes de dix huit partis communistes fraternels, appelons l'ensemble des citoyens de Biélorussie qui sont attachés à notre histoire soviétique héroïque commune, qui partagent le choix socialiste, qui s'efforcent de recréer un seul Etat de l'Union ; à se rallier autour du leader national éprouvé, A.G. Loukachenko.

Nous sommes pour la paix et la quiétude dans la république, mais en même temps pour la répression sévère des actes criminels fomentés par les "forces noires". Sauvons la situation.

Nous sommes avec le président et les travailleurs de Biélorussie. »

3 -Position de la Commission internationale du Pôle de Renaissance Communiste de France (14 Août 2020)

« Tentative de coup d'Etat impérialiste à Minsk.

Alors que le président biélorusse Anatoli Loukachenko vient d'être réélu pour la sixième fois à plus de 80% des voix et que son adversaire représentant de la bourgeoisie et pro-occidentale est électoralement distanciee et qu'elle s'est réfugiée en Lituanie, tout est mis en branle par les cercles atlantistes locaux et par les capitales européennes et américaines pour déstabiliser le pouvoir légitime de Minsk sur le modèle réactionnaire bien rodé des révolutions de couleur (Géorgie, Ukraine, etc...)

La "dictature" de Loukachenko n'est qu'un prétexte, les USA de Trump et la France de Castaner n'ayant aucune leçon de démocratie à donner au monde après ce que les dirigeants de ces pays ont fait chez eux contre des manifestations populaires. En réalité, les belles âmes de la droite et de la fausse gauche française reprochent surtout

à Loukachenko d'avoir préserver l'industrie nationalisée héritée de l'ex URSS, d'avoir maintenu nombre d'acquis du socialisme, de n'avoir pas renié Lénine et, de faire barrage à l'Otan aux frontières occidentales de la Russie.

La fédération de Russie proteste contre le coup d'Etat rampant déclenché par les cercles euro-atlantistes, mais il est triste de constater que ces dernières années, le pouvoir russe a multiplié les "crocs en jambes" à l'encontre de son voisin biélorusse, en augmentant sans cesse les prix du gaz pour forcer Minsk à renoncer à sa voie originale.

La machine à mensonges est lancée comme elle le fut contre l'Irak, la Roumanie, la Libye ou la Grèce. Se laisser duper une nouvelle fois serait impardonnable pour tout ami de la paix et souveraineté des peuples.

Comme cet impérialisme l'a fait en Ukraine en 2014 avec le résultat tragique que l'on connaît : La guerre et l'installation de fascistes au pouvoir et une vague de privatisation enrichissant le capital et plongeant dans une misère noire les travailleurs ukrainiens. »

4 -Parti Communiste d'Espagne (13/08/2020)

« La tenue d'élections présidentielles en Biélorussie le 9 août, qui ont donné la victoire à Alexandre Loukachenko (soutenu par le Parti communiste et d'autres forces de gauche), a relancé le vieux plan de Washington et de Bruxelles visant à déstabiliser le pays.

Les États-Unis et l'Union européenne se sont empressés de disqualifier les élections, s'abstenant de présenter des preuves, stimulant les protestations dans le pays dans le but de renverser le gouvernement de Minsk. En fait, les États-Unis et leurs pays clients (Pologne, Lituanie, République tchèque) se préparent à la déstabilisation depuis des mois, en brandissant la prétendue défense de la liberté et de la démocratie qu'ils ont utilisée, à leur convenance, en d'autres occasions.

Les campagnes contre le Belarus viennent de loin, qualifiant Loukachenko de « dernier dictateur d'Europe », ignorant le soutien populaire qu'il entretient et la tenue d'élections, preuve agaçante et discréditée par le recours au dossier interventionniste : si les résultats électoraux sont au goût de Washington, les élections sont impeccables ; sinon, elles répondent toujours à la manipulation d'un gouvernement qui devrait être renversé.

L'obsession américaine et européenne pour le Belarus provient du fait que le pays a conservé une grande partie des conquêtes sociales soviétiques, telles que la santé et l'éducation, ainsi que la propriété publique de la plupart des entreprises du pays.

Cependant, les plans néolibéraux et l'ambition impérialiste ne sont pas nouveaux : les sanctions et les pressions des gouvernements occidentaux remontent aux années Bush et font partie des plans de déstabilisation et de changements violents de gouvernement qui ont été mis en oeuvre en Géorgie, en Ukraine, au Kirghizstan, en Moldavie, au Kazakhstan et dans d'autres anciennes républiques soviétique.

Dans cette nouvelle crise, l'implication de la Pologne, de la Lituanie et de la République tchèque est notoire, et se nourrit, en toile de fond, de l'action des États-Unis, avec l'« information » de Radio Free Europe-Radio Liberty (qui est allée jusqu'à qualifier de « philanthrope » le banquier d'opposition corrompu Viktor Babarika), le financement de l'opposition de droite et libérale du pays, et la formation de groupes d'intervention pour créer le chaos. Les secteurs occidentaux les plus extrémistes ont même demandé l'implication de l'OTAN dans la crise biélorusse.

Malgré les déclarations de Washington et de Bruxelles, qui adoptent toujours le vêtement vertueux et hypocrite des

revendications démocratiques, le plan promu par les États-Unis et soutenu par les gouvernements satellites de Pologne, de Lituanie et de la République tchèque, a l'ambition de répéter le scénario réussi qu'ils ont déjà appliqué lors du coup d'État de 2014 en Ukraine, qui a porté au pouvoir un gouvernement d'extrême droite et a déclenché la répression contre la gauche ukrainienne et la guerre dans l'est du pays.

L'Union européenne, qui a collaboré et apporté un soutien logistique et diplomatique aux putschistes de Kiev en 2014, qui a soutenu un gouvernement avec des ministres néo-nazis et qui s'est abstenue de condamner les élections ukrainiennes ultérieures qui se sont déroulées dans un climat de terreur, avec des gangs d'extrême droite qui ont lynché et assassiné des membres de partis de gauche, et qui aujourd'hui ne se préoccupe pas du désastre humanitaire que ses partenaires ont fait subir à l'Ukraine, ni des régimes en place en Géorgie ou en Azerbaïdjan, considère désormais que les élections biélorusses n'ont été ni libres ni équitables », bien qu'il se soit abstenu de présenter des preuves et des témoignages. L'Union européenne n'a pas la crédibilité nécessaire pour s'accorder le statut de tribunal de bonne pratique démocratique, surtout lorsque parmi ses membres il y a des États, comme les États baltes, qui gardent une partie de leur population sans droits de citoyenneté

La crise biélorusse et la tentative de relance de Maidan n'ont rien à voir avec la liberté et la démocratie. Au bas de l'échelle se trouvent les États-Unis qui, d'une part, poursuivent leur déploiement militaire en Europe de l'Est, harcelant la Russie, et d'autre part, stimulent les centres de crise aux frontières de la Russie ...

Le Parti communiste espagnol exige que l'Union européenne ne contribue pas à la déstabilisation de la Biélorussie et que les pays membres acceptent les résultats des élections présidentielles. En outre, le PCE considère que l'Union doit oeuvrer à la création d'un nouveau climat de coopération en Europe de l'Est, auquel ne contribuent pas les opérations de harcèlement et les plans de renversement des gouvernements décidés à Washington.

En même temps, le Parti communiste espagnol condamne l'hypocrisie et l'interventionnisme des États-Unis en Biélorussie et en Europe qui, au mépris des règles de coexistence entre les pays et suivant les anciennes pratiques impériales, tentent de renverser les gouvernements afin d'imposer des régimes clients et de maintenir leur hégémonie sur le continent européen. »

5- Conseil Politique du CC du Parti Communiste Ouvrier de Russie (13/08/2020).

« Déclaration sur la tenue des élections et la situation qui s'en est suivie en Biélorussie

Empêcher le développement du Maïdan biélorusse !

Des élections présidentielles ont eu lieu en République du Bélarus. Selon les données officielles, la majorité des électeurs (80%) ont soutenu Loukachenko.

On ne peut juger dans quelle mesure ces données correspondent à la réalité ... mais on constate une chose significative : l'opposition n'a pas reconnu ces résultats avant même qu'ils ne soient annoncés, même bien avant la tenue des élections.

Et dans ce cas, peu importe que cette opposition de droite soit pro-occidentale ou pro-russe, en tout cas elle est pro-impérialiste. Cependant, ce qui importe c'est le fait qu'elle soit de nature nationaliste, semblable à bien des égards au Maïdan de Kiev jusqu'aux symboles des collaborationnistes (nazis) de 1941.

Ces forces ne peuvent pardonner à Loukachenko de ne pas avoir suivi le chemin de Gaïdar (ancien Premier

ministre de la Russie du 15 Juin au 14 Décembre 1992) et sa méthode de la "thérapie de choc". Il n'a pas permis la privatisation prédatrice, ni la mise en oeuvre des réformes financières anti-populaires qui ont jeté du jour au lendemain, la population russe dans la pauvreté. De plus Loukachenko a assuré la préservation de la grande production étatique dans l'industrie et l'agriculture, la réglementation étatique, les garanties sociales, etc ...

En même temps, nous ne nourrissons pas d'illusions et comprenons que le plan de Loukachenko était et demeure toujours de construire un modèle de capitalisme.

Et le système bourgeois crée son propre environnement et l'idéologie correspondante. Le petit- bourgeois veut devenir grand et avoir plus de liberté d'exploitation et de commerce. Par conséquent, les petits-bourgeois comptent toujours volontiers sur les forces des impérialistes étrangers pour traduire leurs aspirations en réalité. Dans ce cas, ils ont préféré le soutien de l'UE et des Etats-Unis en tant que prédateurs les plus puissants avec leur objectif de longue date de creuser un fossé entre les peuples de Russie et de Biélorussie. Et nous voyons là l'écriture douloureusement familière des événements en Ukraine, au Venezuela et dans d'autres régions du monde : la non reconnaissance des résultats des élections, l'annonce d'un représentant de l'opposition comme vainqueur, un appel à la communauté mondiale, des appels aux gens à descendre dans la rue, et provoquent les autorités dans des affrontements violents et des émeutes...

Il vaut la peine de soumettre Loukachenko à de sérieuses critiques pour le fait qu'il est largement responsable de la situation actuelle, car il a d'abord suivi une voie vers le capitalisme et le marché. Il a essayé de préserver les garanties sociales pour le peuple, mais ne voulait pas s'appuyer sur les travailleurs... Il a essayé de préserver également la souveraineté de la république de Biélorussie et de développer son économie en contraignant les fonctionnaires à oeuvrer pour cette orientation dans les conditions du marché, mais il n'a pas pu et ne pourra pas le faire dans le cadre du capitalisme. Et compter là-dessus est naïf.

Comme vous le savez, il n'y a pas de bon marché pour les ouvriers. Tôt au tard, il conduit au Maïdan comme une forme de prise de pouvoir par le grand capital financier. Le pouvoir de la bourgeoisie est essentiellement et toujours la dictature de classe. Cette dernière peut prendre diverses formes mais son essence est la même : c'est la dictature des exploiters contre les exploités.

Il n'y a pas eu d'opposition de la part des travailleurs à cette élection. La classe ouvrière et ses organisations n'ont pas réussi à désigner leur propre candidat. Nous sommes obligés d'admettre que la faiblesse du mouvement ouvrier dans le pays est en partie l'un des résultats de la politique de Loukachenko - la politique de répression de toute tentative de lutte de classe. Les travailleurs sont privés du droit de grève, soumis sous contrat à durée déterminée et même privés du droit de rompre leur contrat de leur propre gré, sans parler de l'activité politique.

Au Belarus, bien avant la fédération de Russie, l'âge de départ à la retraite a été relevé, des impôts ont été proposés qui ont touché les chômeurs, les droits des syndicats ont été limité, etc...

Ainsi, nous ne pouvons pas fermer les yeux sur le fait que Loukachenko ne parle que de la voie capitaliste (« comme le reste du monde »). Et dans sa politique intérieure, il poursuit une ligne de renforcement de l'absolutisme du pouvoir présidentiel et l'intensification de l'exploitation des travailleurs.

Cette politique avait conduit à la croissance des sentiments petits-bourgeois dans la société et à la croissance du mécontentement parmi les travailleurs. Tout cela a servi de base à l'organisation des manifestations de l'opposition.

Le Parti communiste ouvrier russe estime que les travailleurs du Belarus doivent se déterminer et faire leur propre choix. Et ce choix devrait être déterminé par une politique du travail indépendant. La classe ouvrière ne doit pas

passer sous un faux drapeau, elle doit se battre précisément pour ses propres intérêts et non pour ceux des capitalistes. Il y a suffisamment d'exemples devant les yeux des travailleurs, l'exemple de Kiev, où une partie des travailleurs a pris le parti de certains capitalistes contre d'autres, contre par exemple ceux du Donbass, lorsque les mineurs et les conducteurs de tracteurs se sont opposés aux Maïdans et aux Banderistes enragés et chauffés à blanc qu'ils ont combattus sous des drapeaux rouges.

Nous ne pouvons que donner un conseil au peuple et aux travailleurs de Biélorussie, d'écouter moins les "défenseurs des droits de l'Homme" auto-proclamés, les partisans de la démocratie bourgeoise et des "valeurs universelles"...

Le PCOR appelle les travailleurs de Biélorussie à empêcher le scénario et le développement du Maïdan biélorusse sur le modèle de Kiev, mais en même temps en utilisant la situation d'insatisfaction d'une partie de la société face aux résultats des élections, pour renforcer leurs propres forces de classe, à tenir des réunions dans les ateliers d'usines et les sites de production et formuler leurs revendications à soumettre aux autorités. Le moment est opportun pour les travailleurs de soutenir l'exigence ferme de modifier la législation du Travail dans l'intérêt de tous les salariés et revenir à l'âge de la retraite soviétique, par l'organisation de grèves de revendications.

De même, il y a lieu de rappeler que les grèves organisées par le QG des forces pro-impérialistes visant à répondre aux demandes du Maïdan sont sans équivoque réactionnaires, comme ce mouvement lui-même, les travailleurs ne devraient en aucun cas y participer.

L'un des résultats de ce travail pour l'organisation et l'auto-organisation des travailleurs pourra être la tenue d'un congrès républicain des travailleurs, des paysans, des militants révolutionnaires et employés avec l'élection d'un corps de travail permanent qui s'appuie sur la force de la classe ouvrière et de tous les travailleurs de Biélorussie, capable sous la direction idéologique de l'avant-garde forgée dans la lutte -Parti communiste ouvrier- pour mener une politique ouvrière contre la barbarie capitaliste, pour la démocratie et le socialisme.

6- Parti du travail d'Autriche, contre l'ingérence et les intentions de coup d'État au Bélarus (19 août 2020)

« Contre l'ingérence et les intentions de coup d'État en Biélorussie

À la suite de l'élection présidentielle en Biélorussie, il y a eu une escalade des affrontements et des manifestations depuis plus d'une semaine. L'opposition clairement vaincue accuse le gouvernement de fraude électorale alors que le président réélu Loukachenko se considère légalement en fonction.

Il nous est impossible de vérifier comment le processus électoral s'est déroulé et comment les votes ont été comptés. L'opinion propagée par la candidate de l'opposition Tikhanovskaya, selon laquelle elle a effectivement gagné avec environ 80% des voix, n'est en tout cas rien d'autre qu'une affirmation pour laquelle il n'y a aucun indice ou preuve - cette variante semble invraisemblable, même si l'on peut douter du déroulement des élections. Cependant, il était clair bien avant le vote que l'opposition ne reconnaîtrait pas le résultat en cas de défaite. Cela montre clairement qu'il s'agit d'une mise en scène planifiée.

Les manifestations dans les rues de Minsk et d'autres villes sont réelles, cependant, bien que les médias de l'UE dissimulent délibérément le fait qu'il y a également de grandes manifestations en faveur de Loukachenko. En fait, le gouvernement a certainement un soutien considérable parmi la population biélorusse, qui est lié à la voie particulière du pays : contrairement à la Russie et aux anciens États socialistes d'Europe de l'Est, il y avait ici une forme plus douce de contre-révolution et de restauration capitaliste. Les principaux secteurs industriels ainsi que les parties

pertinentes de la production agricole sont aux mains de l'État, ce qui donne au gouvernement la possibilité de fournir un niveau relativement élevé de services sociaux, éducatifs et de santé et un meilleur niveau de vie que dans les pays voisins, mais cela ne signifie pas que le régime politique et économique doit être blanchi à la chaux. Dans le même temps, c'est précisément ce qui a été une épine dans le flanc des États-Unis et de l'UE pendant près de 30 ans : le capitalisme d'État biélorusse empêche l'appropriation sans entrave de la propriété des anciens et des coopératives par le capital monopoliste étranger, un accès libre et bon marché aux ressources et le travail du pays, et à l'intérieur du pays aucune nouvelle classe oligarchique n'a pu émerger.

Dans ce contexte, la Russie joue également un double rôle : bien qu'il soit dans l'intérêt de la Russie d'avoir un allié politique et un État tampon de l'OTAN en Biélorussie, le capital russe s'efforce également, à terme, d'élargir ses opportunités d'investissement et de profit. L'impérialisme autrichien limité se trouve également dans une situation plus complexe à l'égard de la Biélorussie.

Pour les grandes puissances impérialistes, cependant, une chose est inévitablement claire : pour exploiter au maximum la Biélorussie, le gouvernement Loukachenko doit partir. C'est pourquoi les États-Unis, l'OTAN et l'UE travaillent depuis longtemps à une nouvelle « révolution des couleurs », selon le modèle serbe, ukrainien, géorgien, d'Asie centrale, d'Amérique latine ou du printemps arabe. Ils utilisent sans vergogne des forces réactionnaires et fascistes et à la fin il ne devrait y avoir rien d'autre qu'un coup d'État, qui est couvert de beaucoup de bruit et de fumée sur la démocratie, la liberté et les droits de l'homme. Mais les « révolutions de couleur » n'ont apporté au peuple nulle part que le chaos, l'exploitation, le sell-out (capitulation), la dépendance, dans certains cas la terreur et la persécution, l'agression militaire et la guerre civile ainsi que la transformation en une zone de déploiement de l'OTAN vers la Russie, Chine, Iran ou pour le prochain coup de couleur dans un pays voisin. Et il n'est donc pas surprenant que l'Ukraine, la Pologne et les pays baltes en particulier soient devenus les porte-parole de l'impérialisme américain et européen vis-à-vis de la Biélorussie. Ce n'est pas sans raison que les manifestations sont planifiées, dirigées, organisées et légitimées à partir de ces pays. Cependant, ce sont précisément ces États, où il y a d'énormes problèmes de démocratie et d'État de droit, où les communistes, les syndicalistes et les militants de gauche sont persécutés et assassinés, où les droits des minorités, des femmes et des LGBT sont menacés, où l'extrémisme de droite et le néo-fascisme est endémique, sans droit politique ni fondement moral pour toute forme d'arrogance à l'égard de la Biélorussie. Le fait que les États-Unis et l'UE réussissent néanmoins à utiliser une grande quantité d'argent, la propagande médiatique, l'équipement et la technologie moderne pour instrumentaliser une section pertinente de la population biélorusse pour leurs plans de coup d'État impérialiste ne doit cependant pas être négligé. Même si ce sont principalement des marionnettes de l'impérialisme agissant en première ligne aux côtés des hooligans et des néo-nazis sous contrat, il est évident que de nombreux hommes et femmes des couches populaires descendent également dans la rue parce qu'ils espèrent vraiment des améliorations - mais ils seront déçus. Ils doivent être informés et éclairés à ce sujet, dans la mesure du possible, et organisés pour une lutte indépendante et autonome pour leurs propres intérêts réels.

Bien sûr, un État-capitaliste, on pourrait aussi dire : un État autoritaire quasi-social-démocrate ne peut pas fonctionner à long terme, car il est en contradiction avec les lois du capitalisme - il essaie de quadriller le cercle. Le système biélorusse ne pourra pas survivre en raison des pressions extérieures, des crises et du manque de possibilités pour la population de se développer et de participer. Mais les solutions que l'impérialisme et les dirigeants de l'opposition proposent maintenant au peuple équivalent à une subordination aux États-Unis et à l'UE, à une exploitation et une inégalité accrues, à l'insécurité existentielle, à la privatisation et aux coupes sociales - et finalement à des conflits militaires. Le capitalisme n'a pas d'autre offre, car il ne s'intéresse pas au sort du peuple. Il ne se soucie de toute façon pas de la démocratie, des droits de l'homme, de la sécurité et de la richesse pour tous, mais seulement de ses profits, accès aux ressources et voies de transport, positions géopolitiques et zones d'influence, nouvelles bases militaires. Ce sont les vraies perspectives d'une « révolution des couleurs » réussie et d'un changement de régime à Minsk.

Pour le Parti du Travail d'Autriche, c'est clair : nous nous opposons à toute ingérence étrangère dans les affaires

biélorusses, que ce soit par les États-Unis, l'OTAN ou l'UE, que ce soit par la Pologne, la Lituanie, l'Ukraine ou la République tchèque. Les tentatives impérialistes de déstabilisation des conditions, les interventions politiques et économiques, les sanctions aux dépens de la population, les campagnes médiatiques mensongères et hypocrites et l'incitation de la population doivent être rejetées, de même que les efforts concrets pour organiser un coup d'État. Le Parti du travail défend l'indépendance et l'autodétermination de la Biélorussie, les intérêts de la classe ouvrière, de la paysannerie et des couches populaires - ces intérêts incluent également la prévention d'une « révolution de couleur » impérialiste, une escalade violente ou même une guerre. La classe ouvrière doit arrêter l'emprise de l'impérialisme, tandis qu'une solidarité anti-impérialiste est nécessaire de notre part. Le Parti du travail est solidaire des forces communistes de Biélorussie, qui se battent actuellement pour l'avenir du pays en tant qu'opposants les plus déterminés à l'impérialisme, au militarisme et au fascisme.

Cependant, les intérêts de la classe ouvrière et du peuple biélorusses ne résident pas dans la perpétuation du régime bourgeois-capitaliste actuel et de ses conditions sociales et démocratiques inadéquates, mais dans la lutte révolutionnaire constante pour le socialisme. Ce n'est qu'ainsi qu'il sera possible d'échapper à l'impérialisme ainsi que de répondre aux besoins réels du peuple. »

7- PC allemand, déclaration du Comité central (20 août 2020)

« Lâchez la Biélorussie !

Le 9 août, des élections ont eu lieu en République de Biélorussie, remportées par le président de longue date Alexander Lukashenko, selon la commission électorale. L'opposition avait déjà annoncé avant les élections qu'elle ne reconnaîtrait pas un tel résultat et a déclaré sa candidate Svetlana Tikhanovskaya vainqueur. Depuis lors, il y a eu des manifestations, certaines violentes, avec au moins un mort parmi les manifestants, des blessés des deux côtés, ainsi que des arrestations. Des grèves ont également eu lieu dans plusieurs usines.

Sans aucune preuve, les États-Unis et l'UE n'ont pas reconnu les résultats des élections et soutiennent l'opposition. Cela vaut également pour le gouvernement allemand et tous les partis du Bundestag. Des sanctions ont été exigées immédiatement.

Cela a été précédé par des années de campagne des États-Unis, de l'OTAN et de l'UE contre la Biélorussie. Les raisons en sont évidentes. S'il avait été possible de déstabiliser la Biélorussie et de la faire entrer dans la sphère d'influence de l'OTAN, cette alliance de guerre se serait beaucoup rapprochée de son objectif d'encercler complètement la Fédération de Russie. En outre, la Biélorussie est la seule ancienne république soviétique dans laquelle une grande partie de la production est restée aux mains de l'État et les acquis sociaux ont été préservés au moins en partie.

L'opposition soutenue par l'Occident, dirigée par Tikhanovskaya, en revanche, appelle à la privatisation d'une grande partie des entreprises d'État, qui doivent être reprises par des investisseurs étrangers. La terre doit être transformée en une marchandise, le logement privatisé, les normes du marché et les normes européennes adoptées. Des coupes et des privatisations dans le secteur de la santé sont prévues, et la liste des traitements gratuits doit être considérablement réduite. Les demandes habituelles du FMI sont planifiées avant même d'être introduites.

Tout cela peut être lu dans les publications de l'opposition. Il y a la menace d'un scénario comme en 2013-2014 en Ukraine, avec toutes les conséquences sociales, politiques et économiques qui auraient pu y être observées. Cela inclut également le nationalisme - les drapeaux blanc-rouge-blanc des manifestants en Biélorussie étaient les couleurs des collaborateurs de la Wehrmacht fasciste de 1943 à 1945.

Bien entendu, de nombreux citoyens biélorusses qui souhaitent prendre des mesures contre les problèmes et les doléances du pays participent aux manifestations. Beaucoup d'entre eux ne sont probablement pas intéressés par le programme de l'opposition décrit ci-dessus. Ils ne veulent pas d'un deuxième Maidan ou d'une extension de l'influence de l'OTAN et de l'UE pour inclure la Biélorussie. Personne ne s'intéressera à eux si l'opposition soutenue par l'impérialisme réussit sa stratégie.

L'ingérence dans les affaires intérieures de la République du Bélarus et l'encerclement agressif de la Fédération de Russie augmentent énormément le danger de guerre. Nous disons : laissez la Biélorussie !

Nous exigeons du gouvernement fédéral :

- Reconnaissance de la souveraineté de la République du Bélarus !
- Plus aucune ingérence dans les affaires intérieures de la République du Bélarus !
- Pas de sanctions et pas de guerre hybride contre la Biélorussie - le peuple biélorusse doit pouvoir décider à sa manière ! »

8- PC de Grèce, déclaration du Bureau de presse sur les développements au Bélarus (17/08/2020)

« Les événements en Biélorussie sont liés à l'intervention de l'UE, de l'Otan et des Etats-Unis dans l'évolution de la situation dans ce pays et de la concurrence féroce entre ces forces et la Russie pour le contrôle des marchés, des matières premières et des réseaux de transport du pays, ainsi que pour les pôles géopolitiques en Europe de l'Est et dans la région eurasiennne.

Il est ridicule et en même temps provocateur qu'en tant que précurseurs des interventions de l'UE et des Etats-Unis, soi-disant en faveur de la "liberté" et de la "démocratie", la Pologne et les Etats baltes aient été mobilisés, des Etats où des violations des droits et libertés démocratiques ont eu lieu, tels que les procès des journaux d'opposition et l'emprisonnement de communistes, la restriction voire même l'interdiction des actions du PC.

Certes, la solution pour le peuple biélorusse n'est pas de maintenir le régime bourgeois actuel qui évolue dans le contexte du marché et de la barbarie capitaliste, piégé dans les méandres de la rivalité inter-impérialiste, comme l'a démontré la dernière visite de Pompéo (Secrétaire d'Etat américain aux affaires étrangères) dans ce pays. Les travailleurs ne devraient pas se soumettre à des appels, comme ceux du président actuel, pour "rester à l'écart de la politique". C'est exactement le contraire qui s'impose.

Le KKE condamne l'intervention étrangère dans les affaires intérieures du Belarus, exprime sa solidarité avec les communistes et les travailleurs du Belarus et sa conviction qu'il peut et doit organiser sa propre lutte indépendante basée sur ses propres intérêts, pour repousser les interventions étrangères, pour exiger la satisfaction des besoins populaires contemporains, pour ouvrir la voie au socialisme qui est la seule solution alternative aux impasses de la voie capitaliste de développement. »